

résidents en lutte : il doit respecter les décisions prises par la majorité des résidents ; s'ils ne le font pas, ceux-ci peuvent et doivent demander sa réélection : cela seul est un élément d'unité et de confiance.

Non seulement l'organisation démocratique de la lutte renforce la grève mais il élève le niveau de conscience de telle manière qu'il n'existe plus seulement 4 ou 5 personnes capables de diriger la grève, mais des dizaines. Le fonctionnement démocratique a été généralement respecté : le seul gros problème a été celui des négociations, moment crucial pour la lutte.

### III. — LES NEGOCIATIONS

Dès le début le problème des négociations est le centre des préoccupations de chacun.

Quand nous allons le 6 juillet rue Férus pour demander des explications à la direction, c'est déjà en quelque sorte le début des négociations que nous mènerons quelques trois semaines plus tard.

Mais la direction ce jour là nous donne une bonne leçon, on ne négocie pas sans moyen de pression : nous sommes désarmés, un seul foyer est en grève, et elle nous envoie les flics pensant ainsi nous intimider. Pendant les semaines qui suivent, nous construisons un rapport de forces en notre faveur et la direction est bien obligée de négocier « avec des gens qui ne font plus partie de l'ALJT ». Cela démontre que pour faire céder ces messieurs les patrons, la seule arme que nous ayons à notre disposition : c'est notre unité et notre détermination.

#### Pas de négociations sans rapport de forces !

La négociation n'est pas un but en soi ; s'asseoir autour du tapis vert, ce n'est pas arrêter la mobilisation pour discuter entre gens biens dans le calme et la sérénité, au contraire ! Car le calme et la sérénité profitent à la direction. Ce qu'elle veut, c'est discuter avec les résidents individuellement. Ce qui lui a été imposé, c'est de discuter avec les représentants démocratiquement élus des jeunes travailleurs en lutte : le comité central de grève et ce malgré l'ADIR.

Avoir réussi à faire ouvrir les négociations, c'est une première victoire, conséquence de la mobilisation organisée pendant un mois. Mais le cours même des négociations doit être infléchi par la mobilisation.

La lutte ne s'arrête pas aux portes de la rue Férus, elle les enfonce, car la négociation n'est qu'une étape, un des aspects du mouvement engagé. L'autre aspect déterminant c'est l'occupation des foyers, la grève de l'augmentation : sans cela pas de moyens de pression.

Ainsi le CCG ne trouve sa force que dans la possibilité pour lui de s'appuyer face à la direction sur l'ensemble des résidents mobilisés.

#### Pas de négociations secrètes entre spécialistes !

Les jeunes travailleurs ont parfaitement le droit de se déplacer pour demander des comptes, et faire pression sur la direction. Seule cette mobilisation massive a permis de déjouer les ambitions de l'ADIR qui voulait négocier dans notre dos : alors que nous attendions les directeurs partis téléphoner à Morane à propos du préalable (levée des expulsions), ils s'empressent de se réunir avec cette association fantoche pas encore créée... de crainte d'être dérangés ils s'enferment !

Il fallut une échelle pour aller négocier puisque ces messieurs s'étaient